MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES JAPON - COREE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE TOKYO

N° 186 – Du 13 au 26 mars 2023

Sommaire

Japon

- Le yen valeur refuge face à la crise boursière mondiale s'apprécie contre le dollar.
- Les exportations alimentaires françaises progressent en janvier et février malgré l'inflation et les coûts du transport.
- Le Japon envisage d'étendre l'emplacement des parcs éoliens en mer à la zone économique exclusive (ZEE) du pays.

Corée

- L'OCDE abaisse à nouveau sa prévision de croissance pour la Corée à 1,6 % pour 2023.
- Le président Yoon contraint de revoir son plan de réforme visant à prolonger la durée maximale de travail par semaine.
- Le gouvernement coréen révise ses ambitions quant à la réduction des émissions industrielles.
- La Corée sera le pays invité d'honneur de l'édition Vivatech 2023.

LE CHIFFRE À RETENIR

+1,6%

Prévision de croissance de la Corée pour 2023, revue à la baisse par l'OCDE

Japon

1 Macro-économie et finance

Le yen valeur refuge face à la crise boursière mondiale s'apprécie contre le dollar, atteignant un taux de 130 JPY par USD le 24 mars. Dans un contexte de forte volatilité sur les marchés financières, suite à la faillite de la Silicon Valley Bank (SVB) et du rachat du Crédit Suisse, les obligations souveraines japonaises (JGB) apparaissent préservées en comparaison des titres de même nature des grandes économies avancées, du fait notamment de la politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) : fin 2021, le taux des obligations souveraines à 5 ans était de 1,2% aux Etats-Unis et 0,33% au Japon avant de passer à 4,5% et 0,33% fin 2022. Cette moindre volatilité réduit les risques de perte de valeur de ces obligations car la probabilité que les taux augmentent (et donc que les nouvelles obligations aient plus de valeur que les anciennes) est plus faible. Les obligations japonaises deviennent donc plus attractives car plus sûres. Les investisseurs internationaux ont en conséquence acheté l'équivalent de 4 000 Mds JPY (27 Mds EUR) de JGB, entraînant une appréciation du yen et une baisse du taux à 10 ans (jusqu'à 0,29% le 24 mars). La pression se réduit sur la BoJ qui ces derniers mois a acheté des JGB en masse pour maintenir le taux à 10 ans sous un plafond de 0,5%. Cependant, la ruée vers le yen n'a pas été aussi forte que lors des crises de 2008 et 2011.
Le 13 mars, une communication du gouvernement a insisté sur la stabilité du secteur bancaire japonais, les banques détenant des réserves importantes et pouvant se financer dans des conditions favorables grâce à la politique de taux bas de la BoJ. Les trois principales banques japonaises ont néanmoins perdu plus de 18,5 Mds EUR de capitalisation boursière entre le 13 et le 18 mars. The Japan Times, CNBC, Nikkei Asia, Financial Times, Nikkei Asia, Nikkei Asia

Les exportations alimentaires françaises progressent en janvier et février malgré l'inflation et les coûts du transport. Les prix à l'importation des produits alimentaires, dont l'inflation avait atteint +62% en g.a. en octobre 2022, connaissent une détente relative dans le contexte de l'appréciation du yen par rapport au dollar et de la baisse des coûts de l'énergie. Ils restent néanmoins élevés (+50% en g.a.). La transmission de ces hausses aux consommateurs se poursuit, avec une composante alimentaire de l'inflation qui a atteint 7,5% en février et devrait continuer de progresser au cours des prochains mois. Cette hausse affecte de façon diverse les produits français, dont la valeur globale importée par le Japon augmente de 13% sur les deux premiers mois de l'année en g.a. : si les vins se maintiennent (stabilité en volume et en valeur des vins tranquilles, hausse des pétillants de 13% en valeur), d'autres postes subissent une forte baisse en volume, dont les produits laitiers (-40%, -20% en valeur) et les produits de la boulangerie et pâtisserie (-20%, -2% en valeur). Les produits de la pêche, en revanche, ont doublé (+98%, +126% en valeur avec 17 M€). E-stat, douanes japonaises

2 Politiques économiques

Le Japon envisage d'étendre l'emplacement des parcs éoliens en mer à la zone économique exclusive (ZEE) du pays. Actuellement, au Japon, les parcs éoliens en mer sont limités aux eaux territoriales situées jusqu'à 12 milles nautiques (environ 22 kilomètres) des côtes. Cette limite serait étendue à la ZEE située jusqu'à 200 miles nautiques (environ 370 km) des côtes. À la fin du mois de janvier, un groupe d'experts du Cabinet Office avait en effet publié un rapport indiquant que l'installation de structures éoliennes dans la ZEE était possible en vertu du droit international. Cette nouvelle mesure vise à

accélérer l'essor de l'éolien *offshore*, dont le potentiel, notamment flottant, est très important au Japon, et qui participerait à l'atteinte des objectifs de programmation énergétique du gouvernement qui vise 36-38% d'énergies renouvelables dans son mix électrique en 2030. Plusieurs défis sont à relever pour l'essor de la filière, notamment organiser la cohabitation des différentes activités en ZEE (éolien *offshore*, transport maritime, pêche…) et financer les coûts d'acheminement de l'électricité jusqu'aux éoliennes. Nikkei Asia

Corée

1 Macro-économie et finance

L'OCDE abaisse à nouveau sa prévision de croissance pour la Corée à 1,6 % pour 2023. Quatre mois après sa première révision à 1,8 %, l'OCDE abaisse de 0,2 point la croissance économique de la Corée pour 2023. A l'instar du FMI, cette baisse contraste avec une révision à la hausse de la croissance mondiale à 2,9%, démontrant l'inquiétude grandissante quant à la reprise tardive de l'économie coréenne. Après un léger recul de sa croissance au quatrième trimestre 2022 (-0,4 % en glissement trimestriel) en raison de faibles exportations (actuellement en baisse sur cinq mois consécutifs), la situation ne s'améliore pas aussi vite que prévu, si bien que les institutions tablent sur une nouvelle contraction au premier trimestre 2023. Par ailleurs la croissance de 2023 serait à son plus faible niveau en 25 ans, si l'on exclut les crises de 2008 et 2020. Outre la croissance, l'OCDE a également abaissé ses prévisions d'inflation à 3,6 % pour l'ensemble de l'année 2023. Ce ralentissement permettrait ainsi à la Corée d'éviter une contraction accrue de sa demande intérieure, qui avait été une conséquence de la remontée des taux l'an dernier. Dès février 2023 la banque de Corée avait constaté un ralentissement des dépenses (-0,4 % sur le trimestre) qui avait justifié le gel de son taux de base à 3,5 %. The Korea Herald, YonHap, The Korea Times, JongAngDaily

2 Politiques économiques

Le président Yoon contraint de revoir son plan de réforme visant à prolonger la durée maximale de travail par semaine. Alors que la durée légale est de 52 heures par semaine, le gouvernement avait l'objectif d'augmenter ce plafond à 69 heures afin de permettre aux entreprises de gérer les fluctuations d'activité. Début mars, le ministère du Travail dévoilait ainsi un plan de réforme prônant de nouvelles mesures de flexibilité en permettant aux entreprises de gérer les heures de travail supplémentaires non plus uniquement sur une base hebdomadaire mais également mensuelle, semestrielle et annuelle. L'objectif est de permettre aux employeurs de choisir des semaines avec des heures plus longues en période de lourdes charges de travail. Cependant suite à de nombreuses critiques de la part des jeunes générations principalement, la réforme sera à nouveau révisée après que le président Yoon a exprimé des regrets et a pris des distances par rapport à la proposition de son gouvernement. Lors d'une récente conférence de presse ce dernier a même qualifié « d'excessive » une semaine avec plus de 60 heures de travail, un constat qui marque un changement majeur par rapport à la position précédemment affichée lors de sa campagne. PulseNews, YonHap, The Korea Herald, JongAngDaily, The Korea Times

Le gouvernement coréen révise ses ambitions quant à la réduction des émissions industrielles. Le 21 mars, le Comité présidentiel pour la neutralité carbone et la croissance verte a annoncé une mise à jour de la stratégie d'atteinte des cibles de Contributions déterminées au niveau national (CDN) à horizon 2030. L'administration Yoon maintient l'objectif global de l'administration précédente d'une baisse de 40% des émissions de gaz à effet de serre entre 2018 et 2030. En revanche, la cible de réduction des émissions industrielles, initialement de 14,5% entre 2018 et 2030, a été ramenée à 11,4%, le gouvernement invoquant des difficultés à créer les conditions d'une telle baisse sur le plan national, notamment en raison d'incertitudes sur les approvisionnements en matières premières et sur la vitesse de développement technologique. Les organisations patronales se sont félicitées de cette annonce, tout en soulignant que la cible restait très ambitieuse, tandis que les ONG environnementales ont dénoncé un recul de l'ambition climatique de la Corée. Pour compenser cette baisse, le gouvernement souhaite accélérer la décarbonation du mix électrique national par le développement du nucléaire et des énergies renouvelables, et à travers des projets d'aide au développement à l'étranger (ex. plantation d'arbres). Reuters, Joongang Daily, Yonhap

3 Entreprises

La Corée sera le pays invité d'honneur de l'édition Vivatech 2023. Le 21 mars, les organisateurs de Vivatech, le plus grand salon tech et start-up d'Europe ont dévoilé que la Corée serait « *country of the year* » de la prochaine édition, qui se tiendra du 14 au 17 juin prochain à la porte de Versailles à Paris. Après l'Inde en 2022, la Corée est présentée comme un choix naturel : « Avec un écosystème technologique dynamique, la Corée est un leader mondial dans la transformation numérique et un partenaire stratégique pour d'innombrables entreprises et start-up », a déclaré l'organisateur du salon. Cette participation donnera lieu à la venue de plus de 30 start-up coréennes, à la mise en place d'un grand pavillon au centre du lieu d'exposition, ainsi qu'à l'organisation de plusieurs évènements thématiques. Dans un message vidéo, la ministre coréenne des PME et Start-up, Mme Young LEE, s'est félicitée de cette mise à l'honneur, estimant qu'elle permettra de démontrer à l'ensemble de l'écosystème mondial la compétitivité technologique et le potentiel de croissance des start-up coréennes. Parmi les thématiques mises en avant lors de cette édition, on peut mentionner les deeptech, les sportech, et les enjeux sociétaux. Alliancy, Yonhap

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : **www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international**

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

Responsables de la publication : **SER de Tokyo et SE de Séoul**
Rédacteurs : **Au service économique régional de Tokyo** : le pôle Economie et Finance, le pôle Innovation, le pôle Agricole et Alimentation et le pôle Développement Durable
Au service économique de Séoul : le pôle Economie et Finance et le pôle Politiques Sectorielles.
Contact : Raphaël Keller, Ministre Conseiller aux Affaires Economiques
raphael.keller@dgtresor.gouv.fr
Copyright : Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Tokyo (adresser les demandes à : tokyo@dgtresor.gouv.fr).
Newsletter : Adresser votre demande d'inscription à tokyo@dgtresor.gouv.fr.